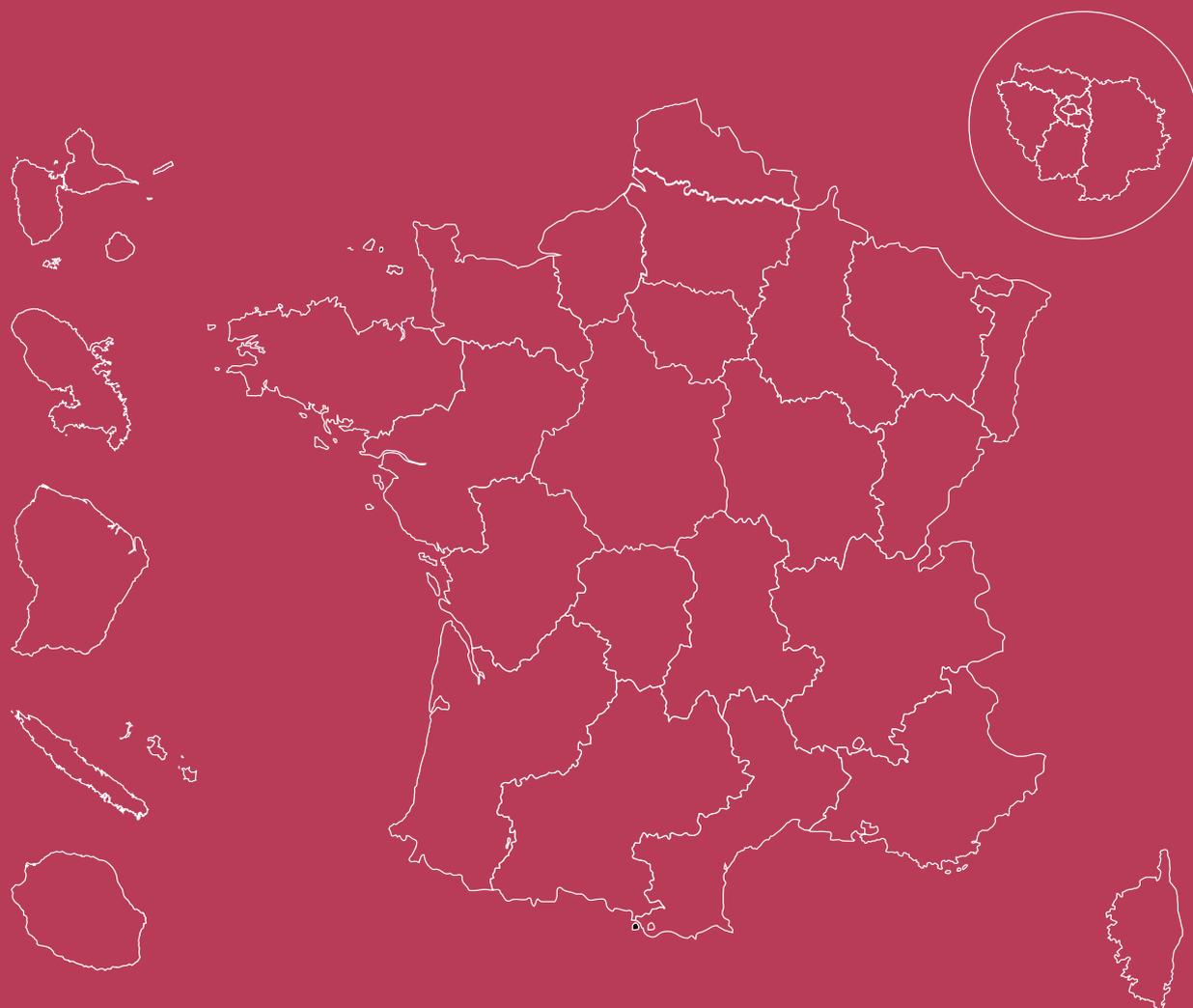


# LES ACTIONS DE LA LDH EN RÉGION



La LDH intervient partout en France par le biais de ses sections, fédérations et comités régionaux. Retrouvez les actions phares de la LDH qui ont eu lieu près de chez vous en 2022 ainsi que les projets à venir.

Ligue  
des **droits de  
l'Homme**

FONDÉE EN 1888



En 2022, les membres de la LDH ont pu renouer avec leurs pratiques militantes après les deux années de pandémie : ciné-débats, conférences-débats, concours des « Ecrits pour la fraternité », concours de plaidoiries, permanences d'accès aux droits ou anti-discriminations, actions de sensibilisation auprès de publics divers sur les atteintes aux droits fondamentaux des personnes exilées, demandeuses d'asile, ou en situation de précarité et de vulnérabilité.

Ainsi, grâce à l'engagement de ses adhérentes et adhérents dans les sections, fédérations départementales et comités régionaux, la LDH s'est mobilisée pour la défense des droits et libertés de toutes et tous, partout sur le territoire hexagonal et ultramarin.

Constatant l'absence d'un véritable débat démocratique dans notre pays, notamment lors des dernières échéances électorales, la LDH est intervenue en proposant aux citoyennes et citoyens des thèmes de réflexion afin de les convier à mesurer les enjeux, les inciter à réagir et se déterminer : les fiches thématiques élaborées par les groupes de travail ont permis de nourrir les débats sur l'éducation, la santé, la police, la justice, la prison, la montée de l'extrême droite...

De nouvelles pratiques militantes se développent, les régions et leurs comités régionaux sont des espaces d'innovation, de mutualisation, d'expérimentation, de formation, ce qui contribue au rayonnement de notre association. Grâce au maillage territorial, la LDH peut nouer des liens avec divers collectifs et comités de vigilance afin de fédérer et organiser les combats pour dénoncer toute forme d'atteinte aux droits fondamentaux.

La LDH est présente sur votre territoire, n'hésitez pas à la rejoindre, nous avons besoin de vous !

## LA LDH EN FRANCE

EN 2022

LA LDH EST UNE  
ASSOCIATION OUVERTE  
À TOUTES ET TOUS,  
LIBRE ET INDÉPENDANTE  
DE TOUT PARTI POLITIQUE,  
LAÏQUE, ENGAGÉE POUR  
LE RESPECT DES DROITS  
ET DES LIBERTÉS.



Partout en France, la LDH organise plus de **1 000 événements par an**, conférences, ciné-débats et formations pour comprendre, débattre et mieux agir.

Elle intervient en **milieu scolaire** et dans **les quartiers** afin de sensibiliser les enfants et les jeunes à la question des droits et libertés.

Elle assure des **permanences d'accueil et d'orientation et porte plainte devant les tribunaux** aux côtés des victimes.

Elle **observe** les pratiques policières, judiciaires ou en lien avec les libertés afin de s'assurer du bon fonctionnement démocratique et **dénonce** les pratiques abusives et liberticides.

Elle porte également ses combats auprès du plus grand nombre, sur les réseaux sociaux notamment, afin d'**informer et de sensibiliser aux droits** face à la banalisation des discours de haine.

Elle **interpelle les pouvoirs publics**, pour garantir les droits fondamentaux lorsque des mesures vont à l'encontre des droits et des libertés.

Partagez nos combats, rejoignez-nous !

[WWW.LDH-FRANCE.ORG/ADHERER/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/ADHERER/)

AUVERGNE.....	3
BRETAGNE.....	5
BOURGOGNE.....	6
CORSE.....	7
ILE-DE-FRANCE.....	9
LANGUEDOC-ROUSSILLON.....	10
LIMOUSIN.....	12
LORRAINE.....	13
MIDI-PYRÉNÉES.....	15
NORMANDIE.....	17
PACA.....	19
PAYS DE LA LOIRE.....	21

# AUVERGNE

**150** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**2** FÉDÉRATIONS :

- Allier
- Puy-de-Dôme

**8** SECTIONS :

- Montluçon
- Moulins
- Le Puy
- Billom

- Clermont-Riom
- Issoire
- Pays Thiernois
- Saint-Eloy-les-Mines  
Combrailles

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

## DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

### Section de Clermont-Riom

Des militantes et militants de la section LDH assurent des rendez-vous d'accueil et d'accompagnement des personnes mineures étrangères et migrantes, avec le Réseau éducation sans frontières (RESF) et la Cimade, dans le cadre de permanences. Souvent, les militantes et militants rencontrent des personnes en grande détresse, et, parfois, une aide matérielle est assurée.

La politique mise en œuvre depuis de nombreuses années n'a pas changé et continue à engendrer les mêmes conséquences. Parmi les sans-papiers, on compte des familles entières avec enfants, des travailleurs, qui ont connu des difficultés de plus en plus importantes pour obtenir ou renouveler leur carte de séjour, mais aussi de nombreux mineurs isolés. Afin d'empêcher leurs expulsions et obtenir leurs régularisations, les militants de la LDH Clermont-Ferrand se sont mobilisés au sein de réseaux d'aide aux étrangers.

La mobilisation réussit à obtenir la régularisation de certaines personnes sans papiers mais n'a pas empêché l'arrestation, la rétention, et malheureusement l'expulsion d'autres. Des conférences de presse sont tenues et couvertes par les médias locaux. Mais, aussi, des manifestations ou rassemblements ont été organisés dans les rues de Clermont-Ferrand pour protester contre cette politique et s'opposer aux arrestations et expulsions de citoyens étrangers ayant été victimes d'obligations de quitter le territoire français (OQTF).

### Section d'Issoire

La section d'Issoire fait toujours partie du collectif Solidarité Issoire structuré autour de l'aide aux personnes migrantes hébergées à Issoire et, plus généralement, de l'aide aux personnes en situation de précarité. Dans le cadre des activités du collectif, une permanence juridique interassociative sur le droit des personnes étrangères s'est mise en place depuis 2019, principalement pour des demandes de titres de séjour de jeunes majeurs, avec une périodicité bi-mensuelle.

### Section du Puy-en-Velay

L'activité principale de la section est l'étude des cas particuliers de personnes étrangères et leur soutien face aux difficultés administratives.

Elle a rencontré le maire du Puy-en-Velay au sujet d'un cas particulier qui a pu être résolu et participé à la commission départementale en préfecture.

## SOUTIEN AU MOUVEMENT SOCIAL

### Section de Clermont-Riom

Les militantes et militants de la LDH participent aux mouvements sociaux locaux à travers les différentes mobilisations, notamment pour s'opposer à la réforme des retraites.

## DROITS DES ENFANTS ET ÉDUCATION

### Section de Clermont-Riom

La section est intervenue lors du Forum des droits de l'enfant organisée par le collectif Droits de l'enfant (Code) 63, sur deux journées, touchant au total cent quatre-vingts élèves de classe élémentaire.

## LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ET LES DROITS DES FEMMES

### Section de Clermont-Riom

Comme chaque année, la LDH a participé au 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, au 28 septembre, Journée internationale pour le droit à l'avortement, et au 25 novembre, Journée internationale d'élimination des violences envers les femmes.

La section est membre du collectif 8 mars, constitué par des associations, des organisations syndicales et politiques comme le Planning familial et Osez le féminisme.

## SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

### Section de Clermont-Riom

La section a toujours œuvré pour une paix juste et durable au Proche orient. Cette solidarité est affirmée au sein d'un collectif, initié par l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), et constitué d'associations, d'organisations syndicales et politiques. Celui-ci organise des rassemblements et événements dénonçant les conséquences de la politique israélienne sur la population palestinienne.

## SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN

### Section de Clermont-Riom

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, la section a initié un rassemblement, avec plus d'une trentaine d'associations, d'organisations syndicales et politiques et une association des ukrainiennes dans le Puy-de-Dôme. Cette mobilisation s'est poursuivie au cours de

rassemblements et de marches organisés à Clermont-Ferrand et Chamalières.

### Section d'Issoire

Dans le cadre du collectif, la section a été associée à l'aide interassociative apportée aux réfugiés ukrainiens d'Issoire hébergés en centre d'accueil (CPA). Nous sommes intervenus sur des séances de français langue étrangère (FlE). La section va poursuivre son engagement au sein du collectif en 2023.

## DROITS DES GENS DU VOYAGE

### Section de Clermont-Riom

La LDH de Clermont-Riom a beaucoup milité, pendant plusieurs années, pour la mise en place du schéma départemental d'accueil des Gens du voyage du Puy-de-Dôme. C'est pourquoi elle continue son action au sein de cette instance départementale. La révision du schéma devrait intervenir cette année 2023.

L'aire de grand passage a été prévue dès le premier schéma départemental d'accueil des Gens du voyage mais sa réalisation a rencontré des difficultés liées à la localisation géographique. Un nouveau projet en préparation serait situé près de Puy-Guillaume. Des terrains familiaux sont également en perspective. L'instance départementale œuvre pour des activités économiques des Gens du voyage ; le suivi de la scolarité et de l'éducation des enfants ; l'habitat, et plus particulièrement l'accès à des logements adaptés ; la gestion et l'organisation des aires de stationnement ; la santé à travers des opérations d'information et de sensibilisation.

### Section d'Issoire

La section continue de participer au comité de pilotage de l'action sur l'aire d'accueil des Gens du voyage d'Issoire, portée par le Secours populaire pour le compte du Conseil départemental. Une évolution des pratiques est manifeste. Plus d'enfants continuent la scolarité jusqu'au collège et il y a beaucoup plus de participation et d'adhésions aux différentes activités mises en place.

## LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ

### Section de Clermont-Riom

Autour d'AC Chômage et Chôm'actif, un collectif d'associations et organisations syndicales s'est constitué afin d'organiser des rassemblements et de réaliser des actions d'information dénonçant les conséquences de la mise en œuvre des nouvelles règles du régime d'allocations chômage et les mesures d'application du dispositif RSA. Des rencontres ont été organisées avec des députés et des sénateurs du Puy-de-Dôme.

## DROIT AU LOGEMENT

### Section de Clermont-Riom

Avec l'association Droit au logement (Dal) de Clermont-Ferrand, un collectif d'associations a organisé deux rassemblements. Lors du dernier rassemblement, le collectif a dénoncé les conséquences désastreuses du projet de loi Kasbarian Bergé.

## FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE

### Section de Clermont-Riom

Le 13 novembre 2022, avec la Libre pensée, la LDH a organisé un rassemblement pour rendre hommage aux Fusillés pour l'exemple et pour demander la réhabilitation des 639 fusillés pour l'exemple de la Grande Guerre.

La cérémonie a eu lieu au square de la jeune résistance.

## COMBATTRE LES EXTRÊMES DROITES, SES IDÉES ET SES VIOLENCES

### Section de Clermont-Riom

Depuis plusieurs décennies la LDH de Clermont-Ferrand participe à la constitution d'un collectif de lutte contre les extrêmes droites (LCED). Celui-ci regroupe une vingtaine d'associations, d'organisations syndicales et politiques. Des manifestations et rassemblements sont régulièrement organisés dans les rues de Clermont-Ferrand. Des communiqués de presse et des tracts sont diffusés pour dénoncer et combattre les idées dangereuses des extrêmes droites.

### Section du Puy-en-Velay

La lutte contre l'extrême droite est particulièrement active au Puy, avec l'organisation de

manifestations, dont une était exclusivement LDH.

## LUTTER CONTRE LE RACISME

### Section de Clermont-Riom

Dans le cadre du festival étudiant contre le racisme, des représentants de la LDH et du collectif de lutte contre les extrêmes droites interviennent dans des conférences à l'université de Clermont Auvergne.

D'autre part, en association avec le collectif Nous aussi, qui regroupe des associations des quartiers nord de la ville, des rassemblements sont organisés à Clermont-Ferrand.

## GUERRE D'ALGÉRIE « MÉMOIRES ET FRATERNITÉ »

### Section de Clermont-Riom

A l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Evian, la section LDH de Clermont-Ferrand et un groupe d'associations constitué avec l'association Anciens appelés en Algérie et leurs ami(e)s contre la guerre (4ACG) Auvergne ont organisé trois journées consacrées à la guerre d'Algérie intitulées « Mémoires et fraternité ». Lors de ces journées, les participantes et participants ont pu dialoguer avec des historiens mais aussi écouter des récits et des témoignages bouleversants.

## FESTIVAL DES SOLIDARITÉS 2022

### Section d'Issoire

Cette année encore, la section a participé au collectif d'associations organisant le festival des solidarités et a participé aux forums des associations dans les collèges d'Issoire.

## DISCRIMINATIONS

### Section d'Issoire

La section a signalé à la plateforme antidiscriminations deux cas susceptibles de donner lieu à des suites.

### Section de Clermont-Riom

La section participe au Collectif intersectionnel émancipation LGBTQ+ qui organise la gay pride à Clermont-Ferrand mais aussi des rassemblements à l'occasion de différentes journées internationales, notamment le 17 mai de lutte contre l'homophobie.

# BRETAGNE

**408** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**3** FÉDÉRATIONS :

- Côtes d'Armor
- Finistère
- Morbihan

**15** SECTIONS :

- Pays de Rennes
- Redon
- Saint-Malo et pays malouin

- Dinan - Pays dinannais
- Loudéac centre Bretagne
- Saint-Brieuc
- Trégor Goëlo
- Brest
- Morlaix
- Presqu'île de Crozon
- Quimper
- Quimperlé-Concarneau

- Lorient - Pays de l'Orient
- Ploërmel
- Vannes

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

## DROIT DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Plusieurs sections sont mobilisées sur l'aide aux personnes étrangères. L'aide et le soutien direct aux personnes sont réalisés à Brest, Lorient, Quimper, Saint-Malo et pays malouin, Dinan, Loudéac et Morlaix. A Rennes, la section participe à un collectif (inter-organisation de soutien aux personnes exilées).

## CINÉ-DÉBATS

Les sections de la région Bretagne organisent régulièrement des ciné-débats pour sensibiliser le public sur les thématiques de la LDH. La section de Vannes a organisé une soirée à Auray autour du film *La forêt de mon père*, sur la santé mentale.

Saint-Malo et pays malouin a organisé trois ciné-débats, avec les films *Mon enfance au Cada*, *La forêt de mon père*, et *Les mots de la fin*.

A Lorient, se sont tenus deux ciné-débats, l'un sur le thème de l'accueil des personnes réfugiées, l'autre sur celui des violences policières.

A Concarneau, c'est le film *Les invisibles*, sur la précarité, qui a servi au débat.

## CONFÉRENCES SUR LES DROITS ET LIBERTÉS

Lorient a organisé une conférence sur l'extrême droite ; Saint-Brieuc sur la démocratie en entreprise.

A Brest, un cycle de trois conférences a été réalisé avec pour sujets : « La vidéosurveillance : droits et libertés » ; « Le climat : inégalités géographiques et sociales » ; « Le cannabis : prohibition ? Légalisation ? ».

A Quimper, c'est le thème de la laïcité qui a été sujet d'une conférence.

Une conférence gesticulée « La rhétorique de la haine » s'est déroulée à Quimperlé et à Quimper.

La section de Quimperlé-Concarneau a organisé une série de conférences gesticulées sur son territoire : à Riec-sur-Belon sur le thème « Moi français, juif et arabe » ; à Scaër sur « Nouvelles formes d'agriculture » ; à Trégunc sur « Jusqu'où les ruraux se soumettront aux urbanistes ? » ; et à Concarneau sur « Ma petite robe rose et mes nibards ».

## ACTIONS AUPRÈS DU JEUNE PUBLIC

La LDH en Bretagne est très active auprès des enfants et des jeunes et participe à divers projets pour les sensibiliser à la défense des droits.

## Concours de plaidoiries

Cette activité concerne Loudéac, Saint-Malo et pays malouin et Brest. Le but du concours est de débattre avec les citoyennes et citoyens de demain, de leur donner à réfléchir sur la société et d'approfondir leur connaissance des droits fondamentaux.

## Interventions en milieu scolaire

Les sections de Rennes et de Vannes sont intervenues chacune dans un collège et Saint-Malo et pays malouin dans un lycée.

## Concours des « Ecrits pour la fraternité »

La section de Morlaix a travaillé avec l'établissement « centre hélio-marin de Roscoff » et celle de Lorient avec un collège, autour de la citation de Victor Hugo : « Rien n'est tel que le rêve, pour engendrer l'avenir. »

## INITIATIVES PARTICULIÈRES

La section de Quimper collabore avec l'université de Bretagne occidentale dans le cadre d'une clinique juridique. Des sujets précis en lien avec les problématiques de la section sont proposés à des groupes d'étudiants.

Loudéac a organisé en mars 2022 une « rencontre de la démocratie locale » qui a regroupé des élus locaux et des membres d'associations autour des questions de citoyenneté et de participation démocratique. Une publication a été réalisée sur ces questions.

Rennes a lancé un Observatoire rennais des libertés publiques.

Quimper participe à une commission extramunicipale de la laïcité et Rennes au Comité consultatif de la laïcité de la mairie.

## LES ACTIONS DU COMITÉ RÉGIONAL

En 2022, un plan de formation a été proposé aux sections, financé par le Fonds de développement de la vie associative (FDVA).

Le comité régional LDH de Bretagne est membre du Mouvement associatif de Bretagne (MAB) et un membre du bureau régional participe au bureau du MAB.

Le comité régional adhère également à la Fédération des acteurs de la solidarité (Fas) et participe aux réunions du collectif Alerte contre la pauvreté et l'exclusion.

Enfin, en 2022, le comité régional, les sections de Rennes et de Saint-Malo et pays malouin ont répondu à l'appel à financement participatif lancé par le Musée de Bretagne pour l'achat de photos relatives à l'affaire Dreyfus.

# BOURGOGNE

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

**336** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



## 1 FÉDÉRATION :

- Côte-d'Or

## 14 SECTIONS :

- Clamecy Haut-Nivernais
- Nevers
- Auxerre
- Saint-Julien-du-Sault

- en Icaunais
- Châtillon-sur-Seine
- Dijon et agglomération
- Montbard Auxois
- Autun
- Châlon-sur-Saône
- Le Creusot
- Mâcon

- Montceau Bassin minier
- Paray-le-Monial
- Tournus

Plusieurs membres du comité régional LDH de Bourgogne ont participé au congrès de Marseille ainsi qu'au centenaire de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et à l'université d'automne, des événements phares de la LDH.

Le comité régional s'est réuni huit fois au cours de 2022 pour faire le point sur ses projets et sur les activités des sections.

Autant de moments d'échanges intéressants révélant la vitalité des activités locales engagées pour :

- la mobilisation sur la question de l'accueil, de la prise en charge des personnes migrantes ;

- les interventions scolaires avec plusieurs participations au concours des « Ecrits pour la fraternité », des interventions auprès de jeunes en insertion professionnelle ;

- l'organisation de manifestations (auxquelles le comité régional a pu aussi s'associer) ;

- la publication de communiqués en lien avec l'actualité ;

- les actions menées en partenariats, au sein de collectifs mobilisés sur des sujets divers (les migrants, les questions environnementales, les décisions répressives...) ;

- l'organisation de ciné-débats ou de spectacles ;

- la défense de la laïcité et la lutte contre l'extrême droite et les identitaires.

## LES RELATIONS AVEC LES SERVICES DE L'ETAT

Le bureau du comité régional ayant été totalement renouvelé en 2022, il a sollicité une rencontre avec le préfet de région qui a eu lieu en juin 2022. Les échanges ont porté sur le traitement des dossiers de personnes migrantes, la question du contrat d'engagement républicain (CER) et l'affaire Laronze. L'entretien a été cordial et le préfet avait promis de donner suite. Le silence a été total et le préfet changé...

## COMMÉMORATION DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Le comité régional s'est engagé dans le travail de mémoire sur l'abolition de l'esclavage et des membres du comité ont effectivement participé à juste titre aux cérémonies de Montceau.

La LDH en Bourgogne s'est engagée et a été présente à l'ouverture du festival de commémoration de l'abolition de l'esclavage, le 10 mai 2022, et en septembre à l'occasion d'une journée antillaise, à Montceau-les-Mines dans les deux cas.

## L'EXPOSITION DU CENTENAIRE DE LA FIDH

Cette exposition a été présentée par la LDH à Dijon du 19 au 22 décembre 2022, dans une salle de l'hôtel de Vogüe mise à disposition par la municipalité, et a été vue par environ six cent personnes. Maryse Artiguelong, membre du Bureau national de la LDH, était présente pour le vernissage.

Plusieurs sections LDH étaient présentes au vernissage et/ou pour les permanences : Auxerre, Chalon-sur-Saône, Dijon, Le Creusot, Montbard-Auxois.



## 1 SECTION :

- Ajaccio et Corse

## UNE SOCIÉTÉ CORSE TOURMENTÉE

L'assassinat d'Yvan Colonna à la prison d'Arles, le 2 mars 2022, a marqué la société Corse. Sa mort violente a été vécue comme une déflagration humaine et politique. Alors qu'il était toujours inscrit au fichier DPS, qu'il aurait pu être rapproché dans une prison en Corse depuis plusieurs années, qu'il était libérable depuis juillet 2021, l'agression mortelle dont il a été victime est apparue comme une conséquence d'une application de « *dura lex, sed lex* » s'apparentant à une vengeance d'Etat.

Le 28 février, la section avait publié une tribune de Pierre Alessandri, Yvan Colonna, et Alain Ferrandi : un combat pour l'égalité portant la « *volonté de poursuivre la mobilisation pour leur libération et refusant d'abandonner les trois hommes dans le couloir d'une perpétuité qui ne connaîtrait pas de fin.* »

Dans les jours qui ont suivi l'agression mortelle, la section s'est exprimée par voie de communiqué et par une lettre ouverte d'André Paccou et de Malik Salemkour au Premier ministre. La section a également exprimé sa solidarité par sa présence lors de rassemblements à l'appel de la famille. Elle était présente aux obsèques à Carghjese, le 25 mars, à ses côtés.

Inquiets des violences de rue qui ont suivi et du climat de défiance envers l'Etat, nous avons publié une tribune fin mars rappelant que « *la société corse demande que soit enfin posé sur le fond l'avenir de la Corse, dans ses dimensions politique, culturelle, sociale et économique, avec la participation de tous les élus et de la société civile.* »

Début juillet, lors de sa venue en Corse, pour son premier déplacement dans une section en tant que président de la LDH, Patrick Baudouin s'est exprimé sur la situation préoccupante de la Corse et la perspective d'un dialogue avec l'Etat dans une interview à *Corse Matin* intitulée « *En Corse la situation peut basculer.* »

La section a rappelé à plusieurs reprises l'exigence de vérité, pour la famille d'Y. Colonna et pour la société corse, avec des réponses sur les faits qui ont conduit à son assassinat et sur les responsabilités

engagées. L'enquête pénale est en cours, une enquête parlementaire également. Le rapport de l'inspection générale de la justice sur le fonctionnement de la prison d'Arles a laissé des questions en suspens notamment quant au rôle des autorités judiciaires antiterroristes qui a pesé sur la non-affectation de l'agresseur en quartier d'évaluation de la radicalisation alors qu'elle était demandée par les services pénitentiaires. Suite à la publication de ce rapport au mois de juillet, la section a exprimé ces interrogations dans un communiqué « *Prison d'Arles : la recommandation de la LDH.* »

Fin septembre, une tribune « *Corse : une justice pour l'apaisement* » signée de P. Baudouin et d'A. Paccou a été publiée dans le *Monde*. Elle énonce notamment : « *Condamnés pour complicité dans l'assassinat du préfet Claude Erignac, Pierre Alessandri et Alain Ferrandi sont emprisonnés depuis près de vingt-quatre ans. Ils sont éligibles à une libération conditionnelle depuis plus de cinq ans.<sup>1</sup> Au printemps dernier, ils ont enfin été rapprochés à la prison de Borgo, près de Bastia. Ces rapprochements ne sont pas le fait de la simple application de la loi que les élus de toutes tendances confondues, en Corse et au niveau national n'ont eu de cesse de rappeler ces dernières années. Ils interviennent après plusieurs semaines d'émeutes à Ajaccio, Bastia, Corte et Porto-Vecchio suite à l'assassinat d'Yvan Colonna dans la prison d'Arles. Une fois de plus, l'histoire récente entre la République et la Corse ne semble pas servir à la compréhension du présent.* »

*Oui, il est temps d'en finir avec les malentendus qui depuis un demi-siècle alimentent des cycles de violence et de négociation non aboutie. Alors, le dialogue engagé se fondera sur une promesse première de la République, l'égalité devant la loi et en droits, permettant ainsi d'aborder dans des conditions apaisées la dimension politique de la question corse, et la place singulière de la Corse dans la République.* »

Ce sont les circonstances de l'assassinat d'Y. Colonna qui ont conduit le gouvernement à l'ouverture d'un dialogue avec les représentants de la société corse annonçant un débat sur le statut institutionnel de la Corse. En ce sens, il y a eu une rupture : ce qui depuis plusieurs années n'était pas possible en termes d'application de la loi et de dialogue entre l'Etat et les élus de Corse a soudain été rendu possible de façon précipitée sous la pression du choc et des affrontements de rue qui ont suivi.

Toutefois, au-delà de cette rupture, la crainte de la subsistance de certaines logiques, notamment celle de l'enchaînement de violences et de répressions demeure. Dans ce climat

de tensions et de méfiance vis-à-vis de l'Etat, la réapparition affirmée d'actions violentes clandestines s'est ajoutée aux inquiétudes.

La section notamment, représentée par A. Paccou, lors d'une rencontre à l'Assemblée de Corse avec le ministre de l'Intérieur, le 16 mars, a redit que le processus de dialogue politique ne peut qu'être accompagné de signes d'apaisement, répondre aux attentes de justice pour établir une confiance nécessaire au débat démocratique. Au 91<sup>e</sup> congrès de la LDH, une délégation de la section était présente à Marseille. L'intervention d'A. Paccou a porté sur cette situation en Corse après l'assassinat d'Y. Colonna. Sur ces questions, le délégué régional, invité par les médias insulaires, s'est également exprimé à plusieurs reprises.

## UNE SOCIÉTÉ MARQUÉE PAR DES URGENCES DÉMOCRATIQUES, SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES

Droit à la santé, droit au logement, droit à l'alimentation, droit au travail : l'accès aux droits sociaux est plus que précarisé. La société corse est marquée par des inégalités qui ne cessent d'augmenter empêchant une vie digne pour une trop grande partie de la population.

Quant aux effets du réchauffement climatique, la Corse n'y échappe pas, frappée notamment par une tempête meurtrière cet été 2022 et des températures caniculaires nocives pour la santé comme pour la biodiversité.

On sait les conséquences sociales et environnementales d'une économie fondée sur le tourisme de masse et de luxe en termes de précarisation de l'emploi, de spéculation qui entrave le droit au logement, de détérioration des conditions de vie par les multiples pollutions. Sur cette question, la section a publié un communiqué « *L'activité touristique doit servir un autre projet de société* » et a participé à un rassemblement en septembre sur l'affluence des bateaux de croisière.

A l'occasion de la venue de P. Baudouin, la section a organisé une réunion avec des représentants de la santé en Corse. Ce fut l'occasion d'échanger sur les obstacles à l'accès aux soins en Corse et de partager la nécessité d'un CHU.

Avec les acteurs de la santé, dont des URPS, elle a dénoncé l'obscurantisme d'organisations dans la mouvance d'extrême droite s'implantant en Corse et se réclamant des libertés pour une campagne « *antivax* ». Nous nous sommes félicités de leur absence d'influence.

Aux élections présidentielles et législatives,

la section a appelé au vote et à la nécessité de combattre les idées dangereuses des partis d'extrême droite particulièrement offensifs, avec des résultats inquiétants à l'issue des élections.

Après la remise en cause du droit à l'IVG aux Etats-Unis en juillet, la section a organisé trois rassemblements à Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio pour réaffirmer ce droit. Reçue dans les deux préfectures, elle a défendu son inscription dans la constitution et alerté sur la précarité de l'accès à l'IVG en Corse. La mobilisation de la section a été particulièrement relayée par la présidente de l'Assemblée de Corse au travers d'une motion de l'institution.

C'est particulièrement sur les droits des femmes, sociaux et environnementaux que Francine Demichel s'est exprimée pour la section. Nous avons ainsi publié dans la rubrique dédiée à ses textes : *Plaidoyer pour les vieilles dames indignes, Vivre autrement avec la nature et Le vol du travail des femmes.*

En extrême souffrance sont les personnes en situation irrégulière, très souvent traquées par les services de la Paf. La section a connaissance d'un trop grand nombre de personnes sous le coup d'OQTF qui survivent sans droit à la merci d'aides et de solidarités ponctuelles. Sachant que le taux d'exécution d'OQTF particulièrement élevé en Corse brise des vies et des liens familiaux. Aussi, nous nous sommes réjouis d'avoir obtenu, avec une association engagée contre les violences faites aux femmes, la régularisation d'une jeune femme victime de violences et sous le coup d'une OQTF.

La société corse est aussi le lieu d'une inégalité de traitement concernant l'accès au droit d'asile puisque les personnes exilées arrivant sur l'île ne peuvent y déposer une demande d'asile. Ce défaut est cause de situations improbables sur le plan légal voire dangereuses pour les personnes. Ce fut le cas avec l'arrivée de Kurdes en 2011 à Bonifacio, de Syriens en 2021 à Porto-Vecchio. Cette question a également été soulevée en 2018 lorsque le navire de sauvetage l'Aquarius de SOS Méditerranée s'est trouvé en errance à proximité des rivages de la Corse et encore en 2022 lorsque ce fut le tour de l'Océan Viking de n'avoir pas de lieu où débarquer les personnes naufragées à son bord après la fermeture des ports italiens par le gouvernement d'extrême-droite de Meloni. Nous l'avons dénoncé dans un communiqué « L'Italie punit au prix de vies humaines. C'est honteux ! ». Invitée dans le magazine *In Tantu sur France 3 Via Stella* et reçue en préfecture, la section a exprimé l'indispensable solidarité et la nécessité de mettre en œuvre une politique d'accueil des réfugiés en Corse. Le président de l'exécutif et la présidente de l'Assemblée de Corse ayant fait savoir que la Corse était prête à recevoir le navire, la section a soutenu l'initiative répondant à la nécessité de porter secours à toute personne en détresse. Elle a renouvelé sa solidarité avec SOS Méditerranée.

C'est aussi en direction des réfugiés ukrainiens que la section s'est mobilisée, notamment à Bastia en lien avec la municipalité. Elle a permis l'accueil et l'insertion de nombreuses personnes fuyant cette guerre. Dès février elle a participé aux rassemblements de solidarité avec l'Ukraine, dénoncé l'agression de la Russie et exprimé son soutien aux défenseurs des droits de l'Homme qui y risquent leur vie.

## UNE SOCIÉTÉ EN DANGER

Le 16 octobre 2022, cela a fait dix ans qu'Antoine Sollacaro était assassiné. La date du procès n'est toujours pas connue. Les violences criminelles mais aussi l'impunité continuent de peser sur la société corse. Elles ont à la fois partie liée avec le mal développement et les relations tendues avec l'Etat mais aussi elles aggravent ce contexte politique et social dégradé.

La section a depuis de nombreuses années été aux côtés des victimes et de leurs proches, elle a interpellé les consciences et appelé contre la banalisation de ces violences criminelles, elle a dénoncé l'impunité et rappelé la nécessité du respect du procès équitable et de la présomption d'innocence. C'est sur ces principes qu'elle demeure lorsqu'elle alerte sur les dangers liberticides des revendications sécuritaires des deux collectifs anti-mafia créés en 2019 qui demandent entre autres un délit d'association mafieuse et la mise en place de tribunaux professionnels.

Lors de la session organisée en décembre à l'Assemblée de Corse, la position de la section contre toute juridiction d'exception, argumentée publiquement par voie de presse et à l'occasion des deux auditions par la conférence des présidents, a été reprise par l'ensemble des élus qui s'est exprimé en défaveur de moyens d'exception pour lutter contre les « dérives mafieuses ». Sachant que lors des échanges avec la commission permanente de l'Assemblée de Corse, nous avons précisé que nous pourrions reprendre cette dénomination dès lors qu'elle serait définie et que serait écartée toute demande de justice d'exception. Notre demande fut entendue et actée dans la résolution votée à l'issue de cette session extraordinaire de l'Assemblée de Corse.

Les débats avec les élus de l'Assemblée de Corse sont appelés à se poursuivre en 2023 avec la constitution de cinq groupes de travail. La section y participera, en particulier à ceux consacrés aux « Instruments d'analyse et de quantification - Procédure, droit et politique pénale », aux « Secteurs économiques exposés » et aux « Enjeux éducatifs, culturels et sociétaux ».

Contre l'affirmation d'une société dangereuse mais alertant sur une société en danger, nous continuerons de plaider pour une justice démocratique fondée sur le procès équitable et le droit de la défense, par conséquent contre un

régime d'exception pour la Corse.

En ce sens le travail de la justice doit faire reculer l'impunité et permettre aux citoyens de mieux appréhender les mécanismes mortifères que génère la société corse afin de mieux agir collectivement sur les ressorts de la criminalité. Il s'agit aussi de concevoir des réponses à la précarité et aux inégalités qui malmènent la société, de porter un autre développement qui ne soit plus fondé sur la prédation de profits destructrice des liens sociaux et de l'environnement.

## RENCONTRER LES JEUNES

La section a initié des rencontres avec « Ghjuventu di Manca », un collectif de jeunes se revendiquant de gauche. La rencontre s'est faite sur le partage de l'histoire de la LDH, de ses combats aux côtés de la gauche. Un travail a été envisagé pour 2023 sur la question du droit au logement pour les jeunes en Corse.

Nous avons organisé la 5<sup>e</sup> édition du concours de plaidoiries pour les droits de l'Homme en direction des lycéennes et lycéens de Corse en partenariat avec le rectorat et la CDC. Les sujets proposés étaient : la liberté d'aller et venir ; le droit au développement durable ; le droit à l'oubli. Les présentations se sont déroulées à Ajaccio et Bastia. La remise des prix en juillet à Ajaccio a eu lieu en présence de P. Baudouin. Lors du séjour à Paris, les huit premiers lauréats ont été reçus à l'Assemblée nationale par les députés de Corse et accueillis au siège national de la LDH par le président et la vice-présidente, Marie-Christine Vergiat.

Personnes fuyant la guerre et la misère, accélération des dérèglements climatiques, conséquences néfastes et toxiques d'une économie ultra-libérale : la société corse comme toutes les sociétés est embarquée dans la mondialisation des désordres générés par les effets de l'activité humaine et inévitablement liée aux interdépendances qui caractérisent nos conditions de vie sur la planète. Il y a nécessité à poser autrement la question de l'avenir de la Corse en se projetant dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle avec ses enjeux écologiques et sociaux. Il faut en finir avec des relations démocratiquement anormales entre la Corse et la République. Un processus de dialogue doit pouvoir s'instaurer durablement – et non pas en réponse uniquement à des crises comme au printemps 2022 – qui porte sur les dimensions politique, culturelle, sociale et économique de la société corse, avec la participation des élus et de la société civile. Il serait temps que puisse être prise en compte politiquement la diversité au sein de la République et par conséquent la singularité du peuple corse<sup>2</sup>. Pour sa part, la société corse peut aussi se construire à partir de sa diversité comme une communauté de destin. Plus d'égalité, plus de liberté, plus de solidarité, plus de justice restent les principes qui fondent la démocratie.

# ILE-DE-FRANCE

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

**1 932** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**8** FÉDÉRATIONS :

- Essonne
- Hauts-de-Seine
- Paris
- Seine-et-Marne
- Seine-Saint-Denis
- Val d'Oise
- Val-de-Marne
- Yvelines

**58** SECTIONS :

- Evry Courcouronnes
- Les Ulis
- Massy-Palaiseau-Verrières
- Orsay
- Savigny-sur-Orge
- Vigneux-sur-Seine
- Antony - Bourg-la-Reine - Sceaux
- Châtenay Malabry
- Clichy-la-Garenne
- Colombes-Asnières
- Levallois-Perret
- Meudon Sèvres Clamart
- Montrouge Bagneux
- Nanterre
- EHESS
- Paris 10-11
- Paris 12
- Paris 13-5
- Paris 14-6-7
- Paris 15
- Paris 16
- Paris 17-8
- Paris 18
- Paris 19
- Paris 20
- Paris 9
- Paris Centre
- Fontainebleau Nemours
- Meaux
- Melun
- Serris Val d'Europe
- Aulnay-sous-Bois et 93 Nord Est
- Bagnolez les Lilas
- Bondy Noisy Rosny Bobigny
- Montreuil
- Saint-Denis Plaine commune
- Cercy-Pontoise
- Domont
- Magny-en-Vexin
- Montmagny - Vallée de Montmorency

- Sannois-Ermont-Saint Gratien
- Sarcelles
- Val d'Oise Sud Ouest
- Créteil Maisons Alfort
- Fontenay Nogent le Perreux
- Ivry Vitry
- Kremlin Bicêtre
- L'Hay-les-Roses Fresnes Val de Bièvre
- Orly Choisy Thiais
- Plessis Treviso
- Saint Maur Bonneuil
- Villiers-sur-Marne
- Conflans-Sainte-Honorine
- Mantes-la-Jolie et Mantois
- Poissy
- Rambouillet
- Saint-Quentin-en-Yvelines
- Verneuil-sur-Seine

Cette année 2022 a permis au comité régional d'Ile-de-France de retrouver une activité « normale » après la crise sanitaire. En témoignent les nombreuses actions de tous les échelons du territoire que le comité régional a soutenues : interventions en milieu scolaire, ciné-débats, tenue de stands, réunions publiques, manifestations, tenue des permanences pour l'orientation et le conseil des personnes étrangères...

Plus spécifiquement, l'équipe de onze personnes qui compose le comité régional participe au collectif « Bouge ta pref » pour exiger des rendez-vous pour toutes et tous et contre l'imposition de la dématérialisation des démarches en préfecture. Ce collectif organise notamment des mobilisations devant les préfectures d'Ile-de-France.

Le comité régional a tenu un stand LDH à la Fête de l'Humanité, l'occasion pour les ligueuses et les ligueurs de présenter leurs actions auprès d'un jeune public.

Le comité régional était présent lors de l'université d'automne organisée chaque année par la LDH et a participé à l'accueil.

Il a poursuivi son engagement dans le groupe de travail « Avenir de la LDH » et a participé aux réunions des délégués régionaux pour échanger sur les pratiques dans les différents territoires et à propos des nouveaux statuts de la LDH. Les membres du comité régional étaient présents à toutes les réunions du comité national de la LDH. Ils ont accompagné des sections lors de leurs manifestations : colloque sur la santé, forum des droits de l'Homme...

Deux réunions d'accueil ont été proposées aux nouvelles ligueuses et nouveaux ligueurs : en présentiel lors de l'Assemblée générale de janvier et en visioconférence en novembre.

Les sections LDH d'Ile-de-France ont été invitées à se réunir après les élections présidentielles pour échanger sur les résultats et les perspectives.

Enfin, une réunion des fédérations d'Ile-de-France a permis de reformuler des objectifs quant à l'implantation de la LDH. Il y a urgence à relancer des actions pour faire connaître notre association auprès des jeunes, dans les universités, mais aussi dans de larges territoires ruraux ou enclavés de l'Ile-de-France si l'on veut gagner en efficacité contre le racisme, l'antisémitisme et le repli sur soi.



© DR

# LANGUEDOC-ROUSSILLON

**296** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**3** FÉDÉRATIONS :

- Aude
- Gard
- Hérault

**13** SECTIONS :

- Carcassonne
- Limoux
- Narbonne et Narbonnais
- Mende Lozère
- Perpignan - Pyrénées-Orientales
- Alès

Retrouvez les coordonnées  
des sections et l'agenda  
de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

- Nîmes
- Uzès et Sainte-Anastasia
- Bédarieux Grand Orb
- Béziers
- La Salvetat-sur-Agout
- Montpellier
- Sète et Bassin de Thau

## COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE

Le comité régional LDH de Languedoc-Roussillon a organisé une journée, le 26 mars, à Béziers, sur le thème « Combattre les idées d'extrême droite ». Une bonne centaine de personnes sont venues assister aux tables rondes, dans une ambiance studieuse et joyeuse. Chaque intervention a été suivie d'un échange avec la salle.

La LDH a également organisé un week-end de ciné-débats, à Perpignan, autour du thème « Visages actuels de l'extrême droite : menaces sur la démocratie et dictature numérique », plus précisément sur le contrôle des populations par les technologies du numérique.

La section LDH de Carcassonne s'est quant à elle battue, en 2022, pour défendre un citoyen menacé et harcelé par des personnes homophobes d'extrême droite.

## DÉFENDRE LA LAÏCITÉ

Fin 2022, les maires de Béziers et de Perpignan bafouent les principes de laïcité et de neutralité en installant une crèche de la nativité dans leurs hôtels de ville respectifs. La LDH a saisi la juridiction administrative, qui a ordonné le retrait des crèches sous vingt-quatre heures.

En conséquence, le tribunal administratif de Montpellier a ordonné aussi le retrait de la crèche de la mairie de Perpignan (dirigée par Louis Aliot), sous peine d'une astreinte de 100 euros par jour de retard, comme ça avait été le cas, le 14 décembre, pour Robert Ménard, lui aussi condamné par le tribunal administratif à retirer la crèche de la mairie.

## JUSTICE CLIMATIQUE

La section de Carcassonne s'est engagée contre la création d'un terrain de golf nuisible pour l'environnement.

## APPELS À RASSEMBLEMENTS

### Droits à l'IVG

La LDH en Languedoc-Roussillon a apporté son soutien à la défense du droit à l'IVG aux Etats-Unis, face à la menace d'une nouvelle loi l'interdisant. Un rassemblement interassociatif a été organisé à Montpellier.

### Justice climatique

A l'occasion de la COP 27 en Egypte, la LDH amplifie sa contribution à la défense des droits environnementaux. Plusieurs sections ont participé à des actions aux côtés d'autres organisations. A Sète, le collectif « Climat Thau » a orchestré une manifestation pour la justice climatique et contre les projets et les politiques contraires à la prise en compte du dérèglement climatique, comme le projet d'installation d'un parking en centre ville.

## DROITS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Le 18 décembre, Journée internationale des migrants, plusieurs rassemblements ont eu lieu avec des prises de parole de la LDH pour défendre les droits et les libertés des personnes migrantes (Sète, Montpellier, Gruissan...).

A Gruissan, la section de Narbonne et du narbonnais continue son engagement dans le projet d'installation d'une stèle près du rivage dont le but est d'inscrire dans les mémoires les migrants disparus en mer, soit vingt-cinq mille personnes depuis 2014.

Cette initiative est portée avec SOS Méditerranée et l'appui de la commune.

## STAGES DE CITOYENNETÉ

A la demande de l'association d'entraide et de reclassement social (AERS), les sections de Béziers et de Montpellier contribuent aux « stages de citoyenneté », mesures alternatives aux poursuites, pour des personnes ayant commis des délits. Parmi les thèmes abordés : être citoyen, la laïcité, l'égalité femmes-hommes, la loi, la liberté / l'égalité / la fraternité, les droits et les devoirs.

## ACCÈS AUX DROITS

Les sections de Montpellier et de Nîmes tiennent des permanences pour faciliter l'accès aux droits de personnes pas ou peu au fait des démarches à accomplir, notamment des personnes étrangères. Elles les informent et les orientent vers les institutions et les organismes correspondant à leur situation.

## NUMÉRIQUE ET DROITS FONDAMENTAUX

La section de Montpellier intervient au sein du collectif Technopolice, créé en février 2022, dans le prolongement de la lutte contre la loi « Sécurité globale ». Parmi les actions conduites, notamment : débat avec la Quadrature du net sur les nouvelles technologies policières et leurs impacts sur les droits et les libertés, mobilisation contre le fichier de traitement des antécédents judiciaires (TAJ), réunion publique à Grabels d'information et de débat sur le projet de la municipalité d'installation de caméras de vidéosurveillance.

## **INFORMATIONS SUR LES DROITS ET LIBERTÉS**

L'hebdomadaire *La Marseillaise* publie chaque semaine une chronique, à caractère juridique, sur les droits et les libertés. Ces articles sont rédigés par des membres de la section de Montpellier.

## **ACTIONS DIVERSES**

Une newsletter hebdomadaire a été créée et adressée aux présidents de sections pour diffusion aux adhérents, avec les informations essentielles de la semaine, les échanges, et les liens de connexion aux différents événements organisés en visioconférence, dans le but de favoriser le partage et la cohésion régionale entre nos diverses sections parfois très éloignées géographiquement.

La déléguée et la déléguée adjointe du comité régional de la LDH ont participé aux diverses réunions de section, à Alès, Nîmes, Uzès et Montpellier.

92 ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



4 SECTIONS :

- Brive Corrèze
- Guéret Creuse
- Limoges
- Rochechouart

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

## BRIVE-CORRÈZE

Les permanences d'accès aux droits ainsi que l'accompagnement et le soutien des personnes étrangères en situation irrégulière, migrantes et demandeuses d'asile – en partenariat en particulier avec le Réseau éducation sans frontières (RESF) – sont organisées à fréquence hebdomadaire. La section LDH participe à des réunions mensuelles qui abordent notamment la situation administrative des personnes exilées non régularisées, constatant une énorme augmentation des cas dramatiques.

Le 8 décembre, Journée de la laïcité, des projections-débats du film *Nous le peuple*, sur la démocratie, ont été organisées pour quatre-vingt-dix élèves d'un lycée professionnel, le matin, et pour tout public, en soirée.

La section a organisé une formation sur le travail des personnes migrantes avec le concours de Paul Garrigues, coresponsable du groupe de travail « Droits des étrangers » de la LDH. Elle a également participé au forum des associations ainsi qu'à la cérémonie du 10 décembre en commémoration de la DUDH.

D'autre part, la section a participé à de nombreuses manifestations pour la défense des droits fondamentaux (Ukraine, climat, violences faites aux femmes, droit à l'avortement, etc.), souvent avec d'autres associations.

## LIMOGES

La section a repris l'organisation de café des droits de l'Homme sur les thématiques suivantes : « Qu'est devenu mon droit à la santé ? », « Vote fâché ? », « Interrogation sur le vote d'extrême droite en Limousin ». Malgré la suspension du partenariat avec le CSP, la section a tenu un stand aux Trophées des espoirs à Beau Blanc. De même, elle a tenu des stands lors de la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage et au salon de la paix (festival « Foutez nous la paix »). L'engagement contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme se poursuit avec, en particulier, une intervention dans des classes dans le cadre du concours des « Ecrits pour la fraternité » : les contributions des enfants ont été primées. La section a également mené des actions collectives avec le Mrap et l'Institut d'histoire sociale (IHS), dont la conférence de Gérard Noiriel « La rhétorique de la haine », ainsi que le soutien à la Journée sur l'esclavagisme. Elle s'est associée au collectif imBow pour organiser la première marche des fiertés à Limoges. Également, la section a organisé trois projections-débats autour du film *La fabrique des pandémies*. Elle a participé à diverses manifestations, souvent en partenariat avec d'autres associations. Enfin, concernant les personnes migrantes, elle entretient un travail en lien étroit avec le collectif Chabat d'Entrar sur la question prégnante des mineurs non accompagnés (MNA) ainsi que sur celle d'un accueil convenable sur Limoges.

## ROCHECHOUART

La section LDH se mobilise dans le cadre d'interventions en milieu scolaire, de sa participation au concours des « Ecrits pour la fraternité » et au forum des associations, organisation de débats en particulier sur l'abstention aux élections, les extrémismes, l'accueil des réfugiés ukrainiens, les inégalités sociales et environnementales.

## ACTIONS RÉGIONALES

Le comité régional LDH du Limousin a participé à la cérémonie de Gentioux, le 11 novembre, pour réclamer notamment la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la Grande Guerre.

Il mène un partenariat CINA et a organisé des projections-débats relatifs au film *Nos frangins*, avec une animation par la section LDH de Limoges des débats de Saint-Yrieix et Guéret. Les discussions qui ont suivi ont été très intéressantes. Des projections ont également été organisées en mars, en Corrèze, à Tulle, et à Limoges au Lido autour du film *Droits dans les yeux*, soutenu par la LDH et en présence de la réalisatrice.

Une conférence-débat sur le « Rapatriement des enfants de djihadistes et leurs mères », en présence de Patrick Baudouin, président de la LDH, a été organisée le 25 janvier 2023, à Limoges. Enfin, la section de Limoges serait intéressée pour utiliser l'exposition « Droits du futur » de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) en milieu scolaire durant l'année 2023.

# LORRAINE

**239** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**3** FÉDÉRATIONS :

- Meurthe-et-Moselle
- Moselle
- Vosges

**8** SECTIONS :

- Longwy
- Nancy
- Metz-Moselle
- Epinal
- Gérardmer

- Neufchâteau – Plaine des Vosges
- Remiremont
- Saint-Dié des Vosges

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

Ce rapport est un bilan des activités de la région Lorraine et un programme des activités à venir. Il est co-construit par les sections et vise à mettre en valeur les actions remarquables et les lignes directrices de la LDH en Lorraine.

## DÉFENDRE LE DROIT DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Toutes les sections de la Lorraine se sont engagées dans l'accompagnement des personnes demandeuses d'asile, réfugiées, étrangères résidant en France et des personnes mineures non accompagnées (MNA) pour le respect de leurs droits et de leur dignité. Elles agissent pour promouvoir la solidarité.

### Accès des MNA à une protection sociale, juridique, à un accompagnement éducatif et à la scolarisation

Les sections de Nancy, Epinal et Metz sont engagées dans l'accompagnement des MNA et ceci en lien avec les associations et les collectifs locaux actifs dans ce domaine (Réseau éducation sans frontières, Casam, Fondation Abbé Pierre, Welcome, Un toit pour les migrants...).

### Accompagnement des personnes étrangères dans leurs démarches pour l'accès aux droits

**A Metz et à Thionville**, nous avons assuré deux permanences en présentiel et deux permanences téléphoniques par semaine. Six cent cinquante rendez-vous ont eu lieu au total sur l'année, soit deux cents rendez-vous à Thionville

et quatre cent cinquante rendez-vous à Metz, ce qui représente une augmentation de l'activité des permanences (ne sont pas comptabilisées toutes les demandes qui se font par mail).

Metz et Nancy sont référencées par la Défenseure des droits dans le cadre de la plateforme antidiscrimination.

Les demandes d'accompagnement concernent essentiellement l'aide aux personnes étrangères, et, à la marge, les problèmes de racisme et de discrimination.

**La section de Nancy** a rencontré les trois défenseurs des droits du bassin de Nancy pour faire le point sur le fonctionnement de la préfecture envers les personnes migrantes.

L'activité majoritaire de la section reste donc la défense des droits des personnes étrangères, avec deux permanences par semaine, une le mercredi, plutôt destinée aux jeunes, et l'autre le vendredi, plus générale. La section reçoit de plus en plus de personnes incapables de faire valoir leurs droits en raison de la dématérialisation généralisée des procédures en préfecture. Elle comptabilise environ cinq-cents rendez-vous par an.

**La section d'Epinal** mène un important travail avec les MNA pour leur reconnaissance de minorité. Elle tient deux permanences hebdomadaires d'accès aux droits.

**A Remiremont**, la section assure des permanences mensuelles le premier mardi du mois, dans le centre-ville, et une autre délocalisée, au Rhumont.

**La section de Saint-Dié** tient une permanence hebdomadaire.

## ACTIONS VERS LA JEUNESSE

### Interventions en milieu scolaire

Des concours de plaidoiries sont organisés dans trois lycées de Moselle à Metz, Fameck et Rombas. Le but de ces concours est de débattre avec les citoyennes et citoyens de demain, de leur donner à réfléchir sur la société d'aujourd'hui et d'approfondir leur connaissance des droits fondamentaux.

Plusieurs sections participent également au concours des « Ecrits pour la fraternité », organisé chaque année au niveau national par la LDH.

LA LDH participe à une nouvelle maison des droits de l'enfant à Metz et plusieurs interventions ont été organisées durant l'année 2022 : au lycée agricole de Mirecourt sur la question des droits des personnes LGBTI, au lycée professionnel d'Epinal sur les discriminations, et dans plusieurs lycées sur la laïcité.

## NOURRIR LE DÉBAT CITOYEN

### Lutte contre les discriminations

La LDH en Lorraine a participé à plusieurs manifestations dans le cadre de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes.

### Lutte pour la défense des libertés

Elle a organisé plusieurs conférences, tables-rondes et débats, notamment en avril sur les

questions environnementales au conseil départemental de Meurthe-et-Moselle.

Elle a mené des actions contre la criminalisation des manifestantes et manifestants et pour la liberté de manifester. Ce fut le cas à Bure où elle a participé aux observations lors du procès des militantes et militants.

La LDH en Lorraine a également participé au printemps de la Palestine et aux réunions portant sur l'apartheid en Israël.

Elle a soutenu Sébastien Raoult, retenu au Maroc avant extradition aux Etats-Unis, ainsi qu'Anthony Smith, inspecteur du travail mis à pied puis muté pour avoir assigné en justice en 2020 un employeur pour qu'il fournisse des masques à ses salariés.

### Campagnes

Les sections de Lorraine ont mené plusieurs campagnes au cours de l'année 2022 : pour la défense de l'environnement, pour la défense des lanceuses et lanceurs d'alerte, contre la surveillance biométrique, contre les violences faites aux femmes, pour que les vaccins deviennent un bien commun et, enfin, pour la jeunesse et les droits de l'enfant à l'occasion de l'anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide).

### CINÉ-DÉBATS

La LDH organise régulièrement des ciné-débats afin d'informer et de sensibiliser le grand public sur les atteintes aux droits. En 2022, les sections de Lorraine ont projeté : *Debout les femmes*, de François Ruffin et Gilles Perret sur les conditions de travail des femmes travaillant dans le soin ; *L'empire du silence*, sur la guerre au Congo ; le documentaire *Les fusillés par la France* ; le film de Mediapart *Qui a tué le débat public ?* ; *Ripostes féministes*, sur les colleuses qui luttent contre les féminicides et les violences faites aux femmes ; *Bigger than us*, sur la jeunesse et l'environnement.

### CONFÉRENCES-DÉBATS

Les sections LDH mettent en place des conférences-débats sur leurs thématiques de travail. En 2022, elles ont ainsi orchestré des conférences sur les Gens du voyage, avec William Ackler autour de son livre sur l'implantation des aires ; l'apartheid israélien, avec Amnesty international ; la situation en Palestine, avec l'Association France Palestine solidarité (AFPS) ; la situation au Burkina, avec un intervenant universitaire burkinabé ; l'eau, élément vital ; les droits des femmes ; l'environnement ; les addictions et la perte de liberté ; l'addiction aux drogues dures ; sur le Sahara occidental lors du festival de géographie de Saint-Dié ; sur la laïcité, avec Daniel Boitier.

### ACTIONS—PHARES RÉGIONALES

Certaines actions ont particulièrement marqué l'année 2022.

Plusieurs sections (Remiremont, Epinal, Metz, Nancy) se sont mobilisées lors du procès à Bar-le-Duc des militantes et militants anti-nucléaires de Bure.

Les préoccupations environnementales commencent à faire leur place dans les débats régionaux : enfouissement des déchets nucléaires à Bure, problème de l'eau à Vittel, d'une centrale à enrobé à Saint-Etienne-les-Remiremont, du gaz de couche en Moselle... Ces questions ont fait l'objet d'une conférence-débat au conseil départemental de Meurthe-et-Moselle en avril.

### PROJETS 2023 POUR TOUTE LA RÉGION LORRAINE

Il est important pour la LDH en Lorraine de poursuivre la réflexion sur les problèmes environnementaux.

Il est envisagé la relance de la section de Longwy et la mise en place d'un plan régional de formations.

**411** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**4** FÉDÉRATIONS :

- Aveyron
- Haute-Garonne
- Hautes-Pyrénées
- Lot

**14** SECTIONS :

- Ariège
- Auch et l'Isle Jourdain
- Gaillac
- Montauban
- Millau
- Rodez
- Villefranche de Rouergue - Decazeville
- Colomiers ouest toulousain
- Toulouse
- Lannemezan
- Tarbes Bagnères-de-Bigorre
- Cahors
- Figeac
- Martel

## FORMATIONS RÉGIONALES

Au cours de l'année 2022, les comités régionaux LDH de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon ont poursuivi leur dynamique de formation à destination des militantes et militants d'Occitanie. Les deux comités régionaux ont pour cela sollicité des financements Fonds de développement de la vie associative (FDVA).

Une première formation, initialement prévue sur les libertés publiques, la citoyenneté et les régimes d'exception, a finalement été redéfinie autour des interventions en milieu scolaire. C'est donc le thème « Comment sensibiliser les élèves à la question du droit, des libertés et du vivre-ensemble » qui a réuni les militantes et militants des deux comités régionaux, le 27 octobre à Béziers.

Une formation sur le thème « Droit au logement, habitat précaire, conséquences de la crise sanitaire et stratégies d'actions associatives », a été organisée le 11 février 2023 à Toulouse.

## INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

En Midi-Pyrénées, les militantes et militants de la LDH interviennent beaucoup auprès des jeunes en milieu scolaire. Ces interventions, menées notamment à Lannemezan et Millau sur le thème des Fusillés pour l'exemple, en Haute-

Garonne dans le cadre de la LDH en résidence qui vise à donner la parole aux élèves sur des thématiques comme les valeurs de la République, la laïcité, le respect de l'autre, l'égalité filles / garçons, concernent pour l'essentiel des classes de collèves.

Les sections LDH de la région accompagnent également des classes de différents niveaux dans la production d'œuvres pour le concours des « Ecrits pour la fraternité », concours organisé chaque année par la LDH autour d'un thème lié aux droits. Trois établissements de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées ont reçu des prix nationaux pour leurs propositions autour de la citation de Victor Hugo : « *Rien n'est tel que le rêve pour engendrer l'avenir.* » Des rencontres et des remises des prix ont également été organisées localement et ont permis des échanges privilégiés avec les jeunes concernés.

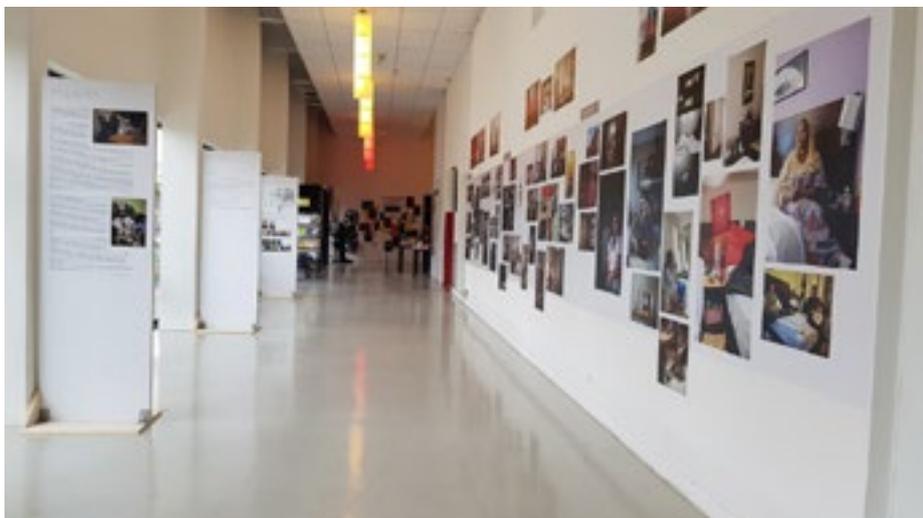
A travers ces deux modes d'intervention, les militantes et militants de Midi-Pyrénées rencontrent chaque année plusieurs milliers d'élèves du primaire à la terminale.

## ACCÈS AUX DROITS POUR TOUTES ET TOUS

La LDH, sur l'ensemble du territoire de Midi-Pyrénées, accompagne les étrangères et étrangers et les personnes en

situation administrative compliquée dans leur accès aux droits.

Elle peut le faire en proposant des permanences d'accueil et d'orientation, comme c'est le cas en Ariège, en soutenant des démarches individuelles ou en interpellant politiquement les pouvoirs publics au sein de collectifs pour défendre notamment les droits des jeunes et des familles à vivre, étudier et travailler en France en bénéficiant de conditions d'hébergement et de soin dignes. Elle défend le droit à la scolarisation et à un hébergement digne pour tous les enfants et leurs familles, ainsi que le droit pour les élèves en formation générale ou professionnelle à poursuivre leur formation et leur vie en France. Les sections de la LDH participent aux actions du Réseau éducation sans frontières (RESF) auquel elles appartiennent et portent les revendications du réseau sur l'espace public pour sensibiliser aux situations des familles sans papiers. Aux côtés des collectifs d'écoles et des organisations partenaires, les sections de la LDH participent à l'organisation de nombreux événements avec et pour les familles sans papiers : petits-déjeuners ou goûters devant les établissements scolaires, expositions, rassemblements, stands...



A Toulouse, l'Observatoire de l'habitat indigne a mis en lumière les mauvaises conditions d'hébergement d'urgence proposées aux personnes étrangères. Un rapport a été produit et les photographies prises dans le cadre de ce travail ont été exposées et continueront à l'être.

### PRISONS ET LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ

Plusieurs sections de Midi-Pyrénées sont engagées contre la construction de nouvelles places de prison, considérant qu'elle alimente une politique du tout carcéral et ne permet ni le développement de peines alternatives, ni une vraie réflexion sur l'accompagnement à la réinsertion. Depuis 2020,

le groupe de travail « Prisons et lieux de privation de liberté », qui regroupe des militantes et militants de trois sections de la région (Rodez, Toulouse et Colomiers) s'oppose notamment à la construction d'un nouveau centre de détention à Muret. A Rodez, en accord avec le SPIP, un travail se met en place pour intervenir en prison sur diverses thématiques. La section d'Auch-L'Isle-Jourdain travaille davantage sur la santé mentale en détention.

### PARTICIPATION AUX COLLECTIFS EN LUTTE SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Les questions environnementales prennent une place de plus en plus importante dans les actions de nombreuses sections, le plus souvent aux côtés d'associations ou de collectifs spécialisés sur ces questions.

# NORMANDIE

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

**315** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**3** FÉDÉRATIONS :

- Calvados
- Manche
- Seine-Maritime

**13** SECTIONS :

- Alençon
- Avranches

- Caen
- Cherbourg Cotentin
- Coutances Granville
- Evreux
- Hérouville-Saint-Clair
- Le Havre
- Lisieux Pays d'Auge
- Pont Audemer Bernay
- Rouen

- Saint-Lô
- Vexin-Seine

## LA DÉFENSE DES DROITS

Toutes les sections interviennent en matière de droits des personnes étrangères à des niveaux variables en fonction des populations locales, notamment pour accompagner les familles : aide juridique et soutien en coordination avec d'autres associations d'aide aux migrants, des avocats, des associations solidaires, des enseignants et leurs élèves, et les différents acteurs des services sociaux et médicaux, assistance avec la dématérialisation des procédures.

Plusieurs sections (Rouen, Evreux, Avranches...) organisent des permanences d'accueil de demandeurs de titre de séjour en association avec d'autres acteurs locaux (Cefed, Asti, Itinérance Sud Manche...).

Localement, les sections soutiennent des familles en difficulté (Coutances, Evreux, Rouen, Vexin-Seine...). D'autres sections ont participé aux actions revendicatives, des manifestations pour soutenir les personnes migrantes notamment.

La section d'Avranches a assisté des familles en lien avec des avocats pour exiger de rapatrier les enfants français détenus dans les camps de Syrie.

Des sections, comme Avranches et Rouen, se mobilisent pour soutenir des acteurs de l'hébergement d'urgence avec pour objectif d'obtenir des places d'hébergement auprès des autorités.

## SENSIBILISER ET IMPLIQUER LES JEUNES ET LE GRAND PUBLIC

Toutes les sections sont impliquées à différents degrés dans des actions

visant à sensibiliser un jeune public aux droits fondamentaux, sur la tolérance, la laïcité... Cela fera l'objet d'une mise en commun des expériences et moyens au niveau du comité régional en 2023.

Une action particulièrement intéressante a été menée par la section de Coutances avec une large participation financière, dont celle du comité normand : la réalisation par une classe d'école élémentaire et avec le graphisme d'un professionnel d'une version de la *Chèvre de Monsieur Seguin* qui finit bien, grâce à la solidarité des chamois, la chèvre retrouve la liberté. Un jeu en ligne inspiré du livret pourrait voir le jour.

Comme chaque année, la fédération de la Manche a organisé avec brio des plaidoiries lycéennes, d'abord des concours locaux organisés par les quatre sections de la Manche, puis la finale départementale réunissant les lauréates et lauréats des concours locaux. D'autres sections normandes souhaitent profiter de cet exemple pour lancer des concours locaux.

Pour ce qui est du concours « Ecrits pour la fraternité », et d'autres interventions en milieu scolaire, la section d'Evreux s'est particulièrement impliquée en 2022 avec plus de quarante interventions à tous les niveaux scolaires et trois prix nationaux au concours. D'autres sections comme Avranches, Bernay Pont-Audemer, Cherbourg, Coutances, Lisieux et Vexin-Seine sont en train de monter en puissance dans ce domaine.

Plusieurs sections ont organisé des projections de films en milieu scolaire : projection de *Bigger than us* gratuitement à cinq cents lycéens à Evreux et trois cents à Coutances

Granville ; film en rapport avec le thème du concours des « Ecrits pour la fraternité » LDH 2021-2022 autour du thème : « *Rien de tel que le rêve pour engendrer l'avenir* » (Victor Hugo) ; projection du documentaire d'Ariane Doublet *Green Boys* aux jeunes lycéens de Lisieux.



© DR

## L'ORGANISATION DE CINÉ-DÉBATS

De nombreuses sections ont choisi de toucher un public aussi large que possible par des débats autour de films ou conférences animées notamment par des membres du comité national ou des groupes de travail.

Le point fort de l'action de la section de Vexin-Seine en 2022 a été l'organisation de deux événements dont un spectacle de marionnettes sur le thème de la migration des enfants. La section de Lisieux

est également intervenue dans le cadre du festival Migrant scène avec projection du documentaire *La combattante* de Camille Ponsin.

D'autres thèmes retenus par les sections ont été :

- les ateliers citoyens du droit à Caen ;
- la solidarité avec l'Ukraine, avec le film d'Agnieszka Holland *L'ombre de Staline* (Lisieux) ;
- la commémoration des dates de la guerre d'Algérie par la projection, en partenariat avec l'association 4Açg, du film documentaire *Ne nous racontez plus d'histoires !*. Débat enrichi par la présence de la réalisatrice, Carole Filiu Mouhali, accompagnée de l'historien Gilles Manceron de la LDH (Vexin-Seine) ;
- la section de Rouen a organisé une soirée de présentation du livre *Les pâtes de fruits, une histoire française* (témoignage de Josette Madrolle-Mizrahi, enfant juive cachée en France durant le régime de Vichy) ;
- le droit social avec le film *Debout les femmes* (LDH Avranches en partenariat avec la FSU) en présence de Véronique Mendiant, porte-parole de la profession des aides à domicile à Cherbourg-en-Cotentin et responsable régionale du collectif national la force invisible des aides à domicile ;
- *En route pour le milliard*, de Dieudo Hamadi. Cette séance a permis d'engager un début de partenariat avec le cinéma de Villedieu les Poêles (Avranches) ;
- *Histoire du convoi du 24 janvier 1943 Auschwitz – Birkenau*, documentaire de Claude Alice Peyrottes et Alain Chéraft, en présence de la réalisatrice (Avranches) ;
- l'environnement, avec *Le fond de l'air est brun*, événement à organiser par la fédération.

## DISCOURS DE HAINE ET DISCRIMINATIONS

Lors de la campagne électorale présidentielle, la section d'Evreux a publié un communiqué sur le journal local *Eure-Info* intitulé : « Face aux discours de haine, la LDH réagit ». D'autres thèmes traités ont été « Est-ce que la tranquillité publique est l'affaire de toutes et tous ? » ; et « Le dispositif Voisins vigilants vous paraît-il efficace ? ».

Toutes les sections ont continué de soutenir l'action de partenaires locaux et nationaux dans le cadre de collectifs d'aide aux personnes migrantes, sauvegarde de l'environnement, défense des infrastructures de santé locales, contre l'extrême droite...



### 1 FÉDÉRATION :

- Vaucluse

### 22 SECTIONS :

- Digne-et-Vallées
- Manosque
- Antibes
- Cannes Grasse
- Nice
- Arles
- Aubagne La Ciotat
- Châteaurenard
- Istres ouest Provence
- Marseille
- Martigues
- Pays d'Aix-en-Provence
- PHRPAE
- Vitrolles

- Draguignan
- Fréjus Saint-Raphaël
- Hyères
- La Garde
- Saint-Maximin
- Toulon - La Seyne
- Avignon Orange Carpentras
- Pays d'Apt

## 91<sup>E</sup> CONGRÈS DE LA LDH À MARSEILLE

Du 4 au 6 juin, la LDH a réuni ses membres, représentants de sections, fédérations et comités régionaux. Le congrès a adopté les rapports moral, d'activité et financier ; il a élu son comité national et renouvelé son bureau national. On y a abordé les questions internationales avec plusieurs intervenants étrangers, dont la présidente de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), discuté et adopté la résolution « Environnement, écologie et droits », modifié les statuts. Les observatoires des libertés publiques et des pratiques policières y ont été mis à l'honneur. Un congrès qui a été salué par l'immense majorité des participantes et participants pour la richesse des débats et l'ambiance très constructive et conviviale, et qui a remercié la section de Marseille et les adhérents de Paca pour sa parfaite organisation.

## PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ : FAIRE FACE À L'URGENCE SOCIALE

La crise sociale et ses manifestations, aggravation de la pauvreté, de la précarité, du chômage, des conditions de logement, des difficultés d'alimentation... mobilisent les sections de la région Paca.

Pour le logement, Marseille s'implique dans le comité de suivi de la charte des personnes délogées et dans l'observatoire de l'hébergement. Cannes Grasse intervient auprès du préfet pour que les Gens du voyage puissent trouver des terrains d'accueil. Martigues poursuit son remarquable travail de la Maison de l'hospitalité pour permettre à des personnes exclues, des sans abri, des expulsés du foyer Adoma de dormir à l'abri : 420 personnes ont été accompagnées au début

du quatrième trimestre 2022. Nice se bat en justice contre les arrêtés anti-mendicité de la ville. Aix, quant à elle, investit dans le domaine de la santé publique : conférence-débat sur la financiarisation de la santé et publication de deux numéros de ses *Echos* « Les vaccins, un bien commun ! Levons les brevets ! » et « Ehpad : les vies de nos aîné-e-s valent mieux ! ».

## AGIR POUR LES DROITS ET LIBERTÉS

Pour défendre les libertés publiques menacées par les violences policières et dénoncer les lois liberticides, notamment la loi « confortant le respect des principes de la République » dont le « contrat d'engagement républicain », Apt, Arles, Aix, Cannes-Grasse, Marseille, Martigues, Nice et Toulon-La Seyne participent aux fréquentes manifestations.

Nice est particulièrement vigilante et active sur les pratiques de la ville en matière de vidéosurveillance et a le projet d'un jeu de société à ce sujet. Marseille met en place un Observatoire des libertés et des pratiques policières qui devrait s'attacher à documenter les contrôles au faciès et le port du numéro d'identification RIO.

## ÊTRE SOLIDAIRES AVEC LES PERSONNES ÉTRANGÈRES

La crise de l'accueil des personnes migrantes concerne amplement la région Paca, en tout premier lieu à la frontière avec l'Italie, dans le Briançonnais comme à Menton et à Tende. Les sections de Marseille, Toulon, Cannes Grasse et Nice (qui participe aux observations à la frontière et y constate les nombreux refoulements et atteintes aux droits) s'insurgent sur les conditions faites ensuite aux sans-papiers et à celles et ceux qui les accompagnent dans

les préfectures.

Toulon suit les conditions d'arrivée des rescapés de l'Océan Viking, tandis qu'Aix suit leurs audiences à la Cour d'appel. Marseille contribue à l'accueil par le maire de Marseille de Mimmo Lucano, ex-maire de Riace en Italie, tandis que Toulon organise une conférence-débat animée par Marie-Christine Vergiat « Pour en finir avec les idées reçues sur les migrations », et Arles une table ronde « Quel accueil pour les migrants ? » qui débouche sur la création d'un collectif pour l'accueil des migrants.

De nombreuses sections (Aix, Arles, Avignon, Nice, Saint-Maximin, Istres et Martigues) suivent et accompagnent les personnes migrantes dans leurs démarches administratives, parfois dans la recherche d'un logement, d'un emploi, souvent dans la scolarisation des enfants et dans l'apprentissage du français. Aix, Toulon-La Seyne participent régulièrement aux cercles de silence organisés dans leur ville. Et quasiment toutes les sections participent aux initiatives du 18 décembre, Journée internationale des migrants.

## LUTTER CONTRE LE RACISME ET TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Aix, Arles et Marseille viennent à l'aide des Roms, notamment quand ils sont expulsés de leurs camps, mais aussi en accompagnement dans les domaines de la scolarité des enfants, du logement, de la santé et de l'accès au travail. L'expérience de Gardanne montre qu'au bout de dix ans, si tout n'est pas réglé, la plupart des familles sont dans des logements confortables et un ou plusieurs de leurs membres ont trouvé un travail salarié.

Les discours de haine sexiste, raciste et xénophobe se sont multipliés,

exacerbés par Eric Zemmour et tous ceux qui, à l'extrême droite et dans la droite dite républicaine, participent à cette surenchère. Plusieurs sections (Apt, Aix, Arles, Avignon, Châteaurenard, Marseille, Toulon-La Seyne...) manifestent contre les violences de l'extrême droite et ses idées, contre le racisme. Avignon organise une conférence-débat à l'université avec Christèle Lagier, spécialiste de l'analyse du Front national, « La démocratie en pratiques vue d'Avignon ».

Journée du 22 octobre au Camp des Milles : cette journée, organisée par le comité régional, a été un moment fort de réflexion pour la lutte contre les idées d'extrême droite. Cent cinq ligueuses et ligueurs y ont participé, représentant douze sections. La matinée a été consacrée à la visite des espaces mémoriels liés en particulier à la Shoah et l'indispensable nécessité des actes de résistance, ainsi qu'à l'explication (à partir des génocides des juifs, des Arméniens et des Tutsis) des engrenages qui peuvent conduire au pire. Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, et Patrick Baudouin, président de la LDH, sont intervenus l'après-midi et un débat s'en est suivi.

## LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Arles a tenu une table-ronde sur le thème de la lutte contre les discriminations au travail. Aix et Marseille ont mis en place des permanences d'accueil en liaison avec la déléguée régionale de la Défenseure des droits.

## DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES, PARTOUT, TOUS LES JOURS !

La Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, et celle contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, ont été célébrées par plusieurs sections : Aix, Arles, Avignon-Carpentras, Châteaurenard et Toulon-La Seyne. Châteaurenard est à l'initiative de plusieurs actions : pour le 8 mars, expositions de textes, de photos et d'œuvres artistiques, parcours de l'art chez les créatrices, lectures, projection de *Debout les femmes* ; pour le 25 novembre, projection de *Mauvaises filles, l'histoire secrète des Magdaleine sisters françaises*.

Aix, en partenariat avec plusieurs associations féministes, a organisé un colloque d'une journée sur la « prise en charge des femmes victimes de violences » réunissant plus de 200 participantes et

participants à l'Université. La section diffuse, dans les centres sociaux et les cabinets médicaux, un dépliant sur l'IVG et a actualisé son numéro des *Echos* de la LDH « Violences faites aux femmes, brisons le silence, agissons ! ». Toulon a participé à une journée « L'extrême droite contre les droits des femmes », Avignon à des rassemblements de soutien au droit à l'IVG aux Etats-Unis et au mouvement « Femmes, vie, liberté » des femmes iraniennes.

## SE MOBILISER POUR LA PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES

Dès aujourd'hui, la question de « nouveaux » droits apparaît brutalement : le droit de disposer d'une terre, d'une eau, d'un air non souillés et en quantité adaptée aux besoins. Compte tenu de l'urgence d'articuler droits de l'Homme et droit de l'environnement, les sections s'emparent, encore avec difficultés, des questions de l'écologie et du climat.

Nice pratique une veille systématique des grands projets métropolitains posant de graves problèmes environnementaux (agrandissement de l'aéroport, projet d'Eco-vallée...). Aix, Apt, Martigues et Toulon-La Seyne marchent pour le climat, Aix participe aux luttes locales, notamment la défense de la « Zone à patates » de Pertuis, Toulon-La Seyne fait partie du collectif urgence climatique. Arles rencontre l'association Les flamants roses du Trébon à propos de la lutte contre les pollutions de l'usine Fibre excellence à Tarascon.

## EDUQUER LES JEUNES AUX DROITS

La participation au concours des « Ecrits pour la fraternité » mobilise Aix, Arles, Cannes Grasse, Châteaurenard. Pays d'Aubagne et de l'Etoile est très investie auprès des scolaires : concours des « Ecrits pour la fraternité », interventions dans les écoles et collèges (sur la citoyenneté et la laïcité), festival des plaidoiries au lycée Joliot-Curie d'Aubagne.

Marseille poursuit son partenariat avec les masters 2 de droit public approfondi et de droits et pratiques des libertés fondamentales, en collaboration avec des avocats ou associations de la région : on propose aux étudiantes et étudiants de la clinique juridique de travailler sur des cas pratiques portant sur les droits humains.

## ANIMER LA VIE CITOYENNE

Nombreuses sont les sections qui animent la vie citoyenne sur de très nombreux sujets : présence dans les élections présidentielles et législatives appelant à rejeter l'extrême droite, conférences à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie (Toulon-La Seyne, Avignon et Arles), solidarité avec les détenus (Toulon), liberté des médias (Toulon-La Seyne lors d'un débat avec Edwy Plenel), solidarité avec Julian Assange, solidarité avec l'Ukraine (Apt, Aix, Avignon, Châteaurenard, Toulon-La Seyne), Fusillés pour l'exemple (Apt, Avignon-Carpentras, Istres, Martigues, Saint-Maximin, Toulon-La Seyne).

Arles se distingue par le nombre et la diversité de ses actions : rencontre avec Yannis Youlountas sur la situation en Grèce, projection débat du film *Debout les femmes !*, rencontre-débat avec Noël Pons (« La corruption, comment ça marche ? »), animation de « salons de lecture » au Festival paroles indigo, conférence d'Antoine Lilti sur l'héritage des lumières, conférence-débat de Jean-Paul Demoule autour de son livre *Homo migrans*, projection du film d'Emilie Frèche *Les engagés*...

Châteaurenard organise un week end évènement « Faire communier les différences ». Marseille participe aux ateliers de la fabrique démocratique mis en place par la ville. Cannes Grasse organise un banquet républicain. Nice participe au festival du livre de Mouans-Sartoux, y a vendu notamment la BD *Prison*, et intervient dans des stages de citoyenneté (alternatifs aux poursuites judiciaires généralement de jeunes délinquants). Aix et Marseille participent au colloque « Cultures olympiques ». Aix tient des cafés citoyens sur les droits des femmes, sur la concentration des médias et sur l'extrême-droite.

Nombreuses sont les sections qui font des ciné-débats une activité importante. Pas moins de vingt films ont été projetés, certains plusieurs fois et dans plusieurs sections.

Les rencontres cinématographiques des droits de l'Homme en Provence (Aix et Châteaurenard impliquées cette année) ont développé leurs deux dimensions : un volet scolaire avec des interventions dans les collèges et lycées à partir d'un film, et un volet public proposant des séances de cinéma en salles dans plusieurs villes de la région.

# PAYS DE LA LOIRE

Retrouvez les coordonnées des sections  
et l'agenda de leurs actions à venir sur :  
[WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/](http://WWW.LDH-FRANCE.ORG/EN-REGION/)

**489** ADHÉRENTES  
ET ADHÉRENTS



**9** SECTIONS :

- Angers
- Fontenay - Luçon - sud Vendée
- Laval - Mayenne
- La Roche-sur-Yon
- Les Sables d'Olonne
- Noirmoutier nord ouest Vendée
- Nantes - Pays nantais
- Saint-Nazaire estuaire presqu'île
- Sarthe

L'année 2022 aura été, pour certains politiques et commentateurs, l'année des révélations : révélation du changement climatique par les records de température et la sécheresse, révélation de l'implantation de l'extrême droite par l'élection de quatre-vingt-huit députés, révélation d'une guerre en Europe par l'attaque du 24 février 2022, révélation de la dépendance énergétique par la coupure des approvisionnements russes.

Electrochocs salutaires ou mortifères ? Il y a peu de doutes que, pour beaucoup, ces informations entrent en résonance avec les menaces sur leur niveau de vie pour générer ou accentuer une peur de l'avenir, des envies de sécurité, un repli sur une identité mythifiée. Cette tendance est d'autant plus forte que nos dirigeants manoeuvrent à vue et que les perspectives positives peinent à émerger du marasme ambiant.

La parole identitaire est de plus en plus débridée. Les actes suivent les idées comme en ont témoigné récemment, sur notre territoire, les manifestations contre la venue de Cédric Herrou, à Luçon, contre le centre d'accueil de Saint-Brévin.

Nous avons des armes pour nous battre contre ces idées mortifères : notre fondement historique qui est celui d'un combat contre les forces réactionnaires et racistes, la solidité de nos principes, égalité et universalité des droits, notre caractère généraliste qui nous permet d'appréhender les questions de façon systémique, l'étendue de nos moyens d'action, de la procédure judiciaire à l'éducation populaire...

## L'ACTIVITÉ DU COMITÉ RÉGIONAL

En 2022, le comité régional s'est réuni à trois reprises. Le 23 avril, nous avons notamment adopté un vœu sur l'accès aux soins et nous avons travaillé avec Philippe Bruneau, membre du groupe de travail

« Environnement » sur la proposition de résolution sur l'environnement. Le 18 octobre, l'après-midi a été consacrée à une rencontre débat sur le contrat d'engagement républicain (CER), avec Jean-Michel Ducomte, récent élu au Comité national et au Bureau national.

L'année 2022 aura été une année de congrès particulièrement importante puisque marquant l'aboutissement, certes provisoire, de la démarche sur l'avenir de la LDH. Deux sections y ont envoyé des délégués : le Mans et Nantes. Deux avancées l'auront marquée :

- la prise en compte des enjeux des bouleversements écologiques au travers du changement de l'objet de l'association et de l'adoption d'une résolution « Environnement, écologie et droits ». La section de Nantes a présenté plusieurs amendements à la résolution. La plupart ont été adoptés ;

- le changement de composition du comité national avec la création d'un collège des représentants élus des régions, répondant ainsi au désir manifesté d'une meilleure représentation des territoires, un point sur lequel le comité régional s'était prononcé positivement.

Le comité régional s'est impliqué dans le congrès en présentant un vœu à propos du droit à l'accès aux soins. Les travaux de la commission ont abouti à une nouvelle rédaction qui a permis de garder l'esprit initial.

Un autre vœu a été présenté par la section du Mans pour la réalisation d'une « campagne d'information et de formation forte et constante des jeunes générations pour faire tomber le masque socio économique de l'extrême droite toujours nourrie et dominée par sa vraie nature : l'obsession identitaire ». Il n'a pas été adopté.

Le comité régional, en association avec celui de la Bretagne, a fait l'acquisition de l'exposition photo de

l'agence Magnum réalisée pour la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) à l'occasion de son centenaire. Cette exposition est destinée à être utilisée par les sections pour communiquer sur les droits de l'Homme et leur avenir, pour être un outil d'information, de sensibilisation, de débat, de formation auprès du grand public et des jeunes. Elle a été exposée à Nantes dans le cadre du Festisol (festival des solidarités) et a été inaugurée par le président de la LDH, Patrick Baudouin.

Le comité régional a interpellé des élus régionaux sur l'application du CER. Il a participé, au sein du collectif Alerte, à l'interpellation des candidates et candidats sur les urgences de la politique sociale.

## LES ACTIONS DES SECTIONS

Les actions citées le sont pour exemple et ne reflètent qu'une partie de l'activité des sections.

## LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

C'est une thématique transversale, de plus en plus investie par les sections.

Au Mans, la section a participé à un hommage à Pierre Sémar, suivi d'un débat sur la montée des extrêmes droites, et a organisé une conférence au sujet des populismes identitaires avec Bertrand Badie.

A Nantes, le collectif de lutte contre les idées d'extrême droite, initié par la section, a organisé des actions de rue, avec la méthode « porteurs de paroles » et une conférence de presse.

A Angers, le collectif Lutte contre l'extrême droite Angers a fait venir Jean-Yves Camus pour une conférence.

## DÉFENSE DES LIBERTÉS

Les différentes sections se sont mobilisées contre le CER. La section

de Nantes a organisé une réunion d'information à destination des associations.

A Angers, l'Observatoire angevin des libertés publiques (OALP), qui comprend neuf membres, s'est organisé pour pouvoir réaliser des observations avec du matériel dédié (casques, masques, chasubles, lunettes) et organiser une permanence juridique avec quatre avocats.

A Nantes, l'Observatoire nantais des libertés a publié deux communiqués « Occupants, pas délinquants », à la suite de l'expulsion de la Maison du peuple, et « Hommage à Steve cadenassé par les forces de police ».

## DROITS DES PERSONNES MIGRANTES

Toutes les sections ont mené des actions dans le domaine du droit des personnes migrantes, presque toujours dans le cadre de collectifs.

### En termes de mobilisation

La section de Saint-Nazaire, avec Uni-e-s contre l'immigration jetable (Ucij), a organisé les assises de la solidarité avec les personnes migrantes. Elle est intervenue pour soutenir l'implantation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) sur Saint-Brévin.

La section de Fontenay a participé à la journée « Gens d'ici, gens d'ailleurs » organisée par Accompagnement des migrants du sud-Vendée (AMISUV).

La section du Mans, dans le cadre des Etats généraux pour la migration (EGM), a co-organisé avec la Cimade, une après-midi d'étude au sujet des maltraitances administratives des préfectures.

A Nantes, la section a créé un collectif de lutte ad hoc contre le projet d'implantation d'un centre de rétention administrative (Cra) qui a organisé une manifestation. Elle a également animé une réunion-débat à la Chapelle-sur-Erdre sur les idées reçues sur les migrations.

A Angers, la section, en partenariat avec Amnesty international, a préparé une soirée ciné-débat avec la projection du film *Flee*.

### En termes de droits des personnes étrangères

Les sections, seules ou au sein de collectifs, participent à l'accueil des personnes réfugiées et à l'aide aux démarches administratives.

Au Mans, dans le cadre du Réseau éducation sans frontières (RESF),

des conseils et aides à la rédaction ont été donnés à plus d'une centaine de dossiers de demandes de titres de séjour pour des familles et des jeunes majeurs, et une vingtaine d'étudiantes et étudiants ressortissants des pays tiers, arrivés d'Ukraine, ont été accompagnés pour leur régularisation.

A Angers, le service citoyen du monde (SCDM) organise désormais les rendez-vous grâce à un agenda et une adresse électronique sécurisée entre les personnes qui tiennent la permanence.

## LAÏCITÉ

La section du Mans a participé à l'organisation d'une conférence au sujet de l'implantation avec des fonds publics de l'université catholique de l'Ouest (UCO).

Les sections de Vendée ont fait un communiqué pour l'application de la loi 1905 aux Sables et contre l'instrumentalisation cléricico-identitaire.

## LOGEMENT, HÉBERGEMENT

La section de Saint-Nazaire s'est mobilisée pour trouver des solutions de logement suite à l'expulsion des maisons d'hébergement solidaires (MHS).

Au Mans, une lettre ouverte aux députées, députés et maires, « Information préoccupante sur la mise à la rue de familles, dont des femmes seules, avec des enfants » a permis de créer un collectif Un toit c'est un droit. Une pétition au préfet a recueilli dans un premier temps deux mille six cents signatures. Elle a notamment permis l'engagement de la mairie pour qu'aucun enfant ne dorme à la rue durant l'hiver.

A Nantes, la section continue de s'investir dans l'action du large collectif Personne à la rue qui a notamment permis de trouver une solution pour des familles logées dans un squat.

## INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

### Concours des « Ecrits pour la fraternité »

La section de Saint-Nazaire a participé à l'organisation de la 30<sup>e</sup> édition du concours, bien relayé dans la presse locale. Trois classes ont travaillé sur le thème : « Rien n'est tel que le rêve pour engendrer l'avenir » et ont été primées par la section. La classe d'IME est arrivée 3<sup>e</sup> *ex æquo* au niveau national.

A Nantes, six ligueuses et ligueurs ont participé au jury local afin de

sélectionner pour le concours national les meilleures œuvres. Une classe nantaise a remporté le premier prix dans sa catégorie.

## Autres interventions

La section d'Angers a réalisé plusieurs interventions auprès d'une vingtaine d'élèves de BTS, auprès d'élèves de Segpa et auprès d'élèves de classes de CE2, CM1, CM2, sur l'égalité femmes-hommes. La section de Nantes a participé à la journée de formation de quatre cent cinquante délégués élèves des collèges organisée par la FAL et animé six ateliers.

## DISCRIMINATIONS

Plusieurs sections, Le Mans, Laval, Nantes, sont engagées dans les semaines d'action sur les discriminations. Elles participent également à la plateforme nationale LDH / Défenseure des droits.

A Nantes, la section a animé un ciné-débat du film *Un visa pour la liberté*, avec l'association Nosig (accompagnement des personnes LGBTQI), a présenté un spectacle « porteurs d'espoir », a participé au sein de Romeurope à une exposition sur l'esclavage des Roms, a organisé un ciné débat à partir du documentaire *Le village de bamboula* en présence de deux artistes présents à l'époque.

La section du Mans a fait condamner le département (par le tribunal administratif) pour une mention d'obligation d'être de nationalité française pour bénéficier d'une aide financière pour les jeunes qui voulaient passer le Bafa, BAFD.

## ENVIRONNEMENT

A Saint-Nazaire, la section se mobilise pour alerter sur les enjeux de la réduction des risques industriels à la source en ciblant l'usine Yara. Elle porte, avec trois associations, un combat pour la mise en place de capteurs pour connaître la concentration des particules fines.

La section du Mans a organisé un ciné-débat à partir du film *La fabrique des pandémies* de Marie-Monique Robin.

## UKRAINE

L'ensemble des sections ont participé à des rassemblements en soutien à l'Ukraine.

Les sections se sont également mobilisées pour le droit des femmes et les droits de l'enfant, la santé...

---

## Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur [www.ldh-france.org/Adherer](http://www.ldh-france.org/Adherer)

